

11 MAI 2015

POLITIQUE DE LA VILLE : INTERVENTIONS DE BPIFRANCE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ENTRE 2007 ET 2014

Les résultats présentés dans la présente note proviennent du croisement entre les bases d'informations internes de Bpifrance et des listes des entreprises présentes en ZUS et ZFU au 1^{er} janvier des années 2007 à 2013, communiquées par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET, ex-DATAR).

- Entre 2007 et 2014, Bpifrance a soutenu a minima près de **14 000 entreprises** présentes en Zone Urbaine Sensible et Zone Franche Urbaine¹, **représentant 109 000 emplois**. Cela représente plus de 21 500 interventions à destinations des TPE-PME-ETI des quartiers pour **un total de 4,4 Md€**.
- **Bpifrance a soutenu entre 2007 et 2014 11 400 TPE, 2 300 PME et environ 200 ETI implantées dans les quartiers :**
 - Bpifrance a travaillé sur la période avec 4,6% des entreprises localisées sur ces territoires ;
 - Le taux de couverture est nettement plus élevé pour les PME : on estime qu'environ 40% des PME implantées en ZUS et ZFU au 1^{er} janvier 2013 ont été soutenues par Bpifrance depuis 2007. Ce taux est supérieur au taux de couverture des PME françaises par Bpifrance hors ZUS-ZFU (33%)
- **A travers ses interventions, Bpifrance a couvert la quasi-totalité des ZUS (96%) et la totalité des ZFU.** Cela se manifeste par une couverture significative de l'activité dans l'ensemble des régions françaises, avec des taux de couverture importants en région Franche-Comté (10% des entreprises soutenues), Nord-Pas-de-Calais (9%), Alsace (9%) et DOM (8%).
- **Les TPE et PME des quartiers ont bénéficié de l'ensemble de la gamme de soutiens de Bpifrance :**
 - Pour les TPE, le pilier de l'action de Bpifrance se situe, comme sur tout le territoire national, essentiellement au niveau de l'activité de garantie, en soutenant l'offre de financement des partenaires bancaires ;
 - Pour les PME, l'ensemble de la gamme de financement de Bpifrance a été utilisée, des aides à l'innovation aux prêts de développement, en passant par les fonds propres (200 entreprises ont été investies en capital). La répartition de ces interventions, conforme à la moyenne nationale pour Bpifrance, indique donc la qualité des projets portés par les PME dans ces territoires ;
- **Une population légèrement plus risquée que la moyenne nationale :** les produits de soutien en trésorerie (mobilisation de comptes clients) est légèrement surreprésentée sur la période, en lien avec une problématique de délais de paiement un peu plus aigüe sur ces territoires². D'ailleurs, une analyse du risque des interventions de Bpifrance sur ces territoires montre que la probabilité de survie des TPE-PME soutenues en ZUS/ZFU, notamment en trésorerie, est légèrement inférieure à la moyenne des interventions nationales.

¹ Les soutiens à la création d'entreprises en ZUS/ZFU en 2013 et 2014 n'ont pu être identifiés compte tenu des données disponibles. Voir annexe pour la méthodologie.

² Source : Altarea.

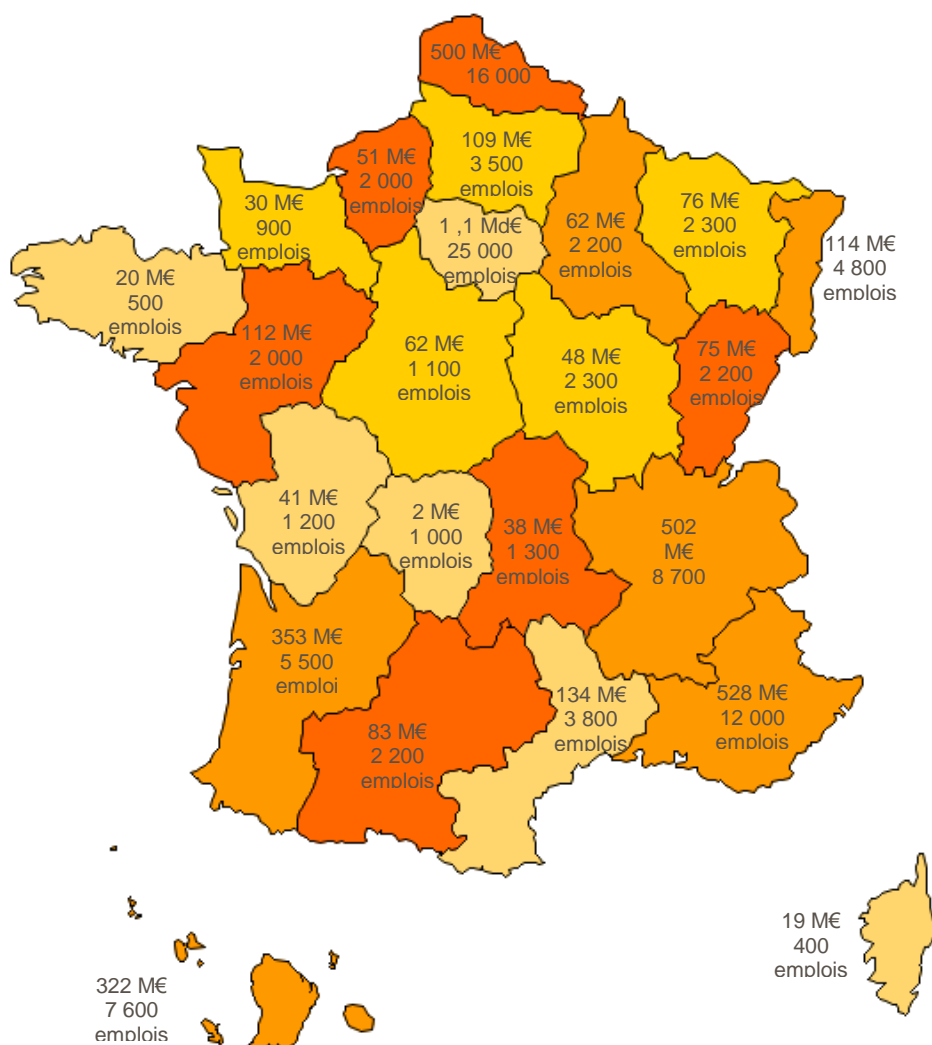


L'action de Bpifrance en ZUS/ZFU en quelques chiffres

Interventions de Bpifrance en ZUS/ZFU entre 2007 et 2014



Répartition régionale des actions entre 2007 et 2014

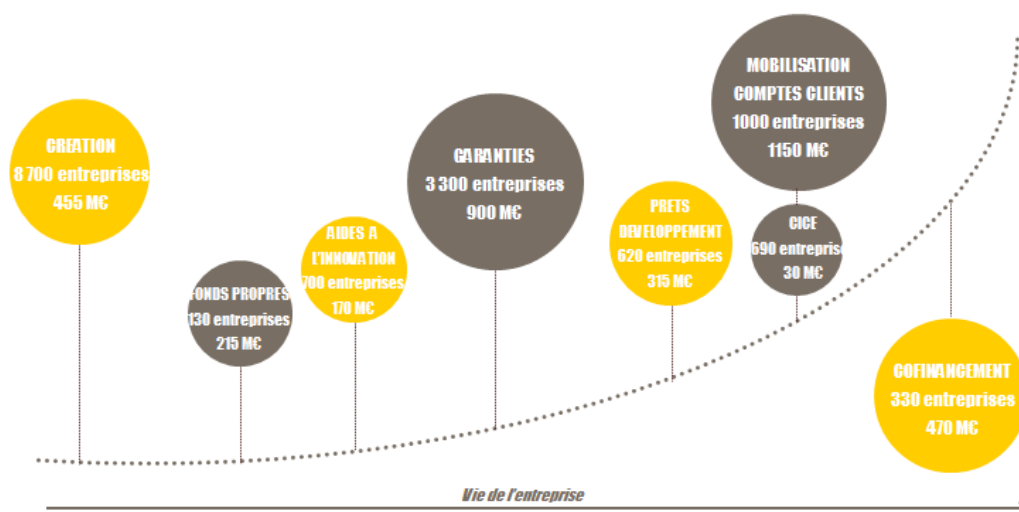


Couverture (par quartile) des entreprises régionales en ZUS

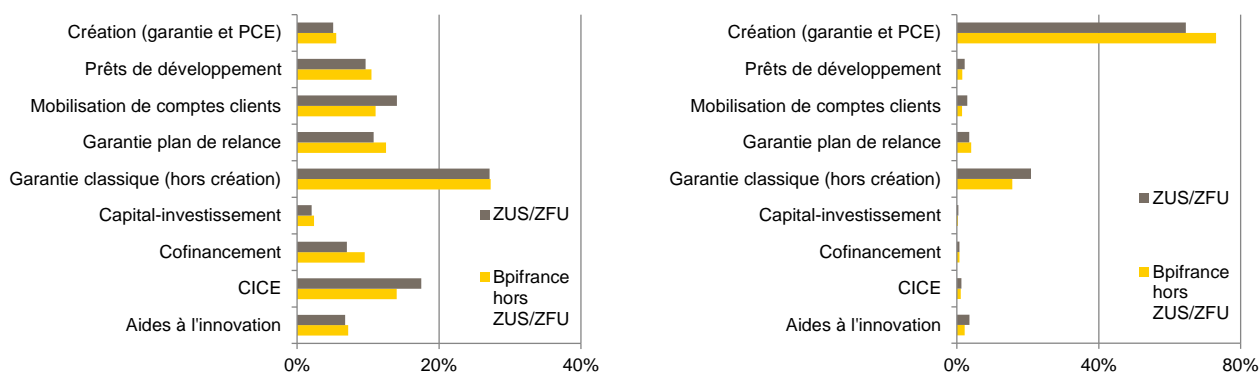




Positionnement des interventions de Bpifrance par âge moyen des entreprises soutenues dans les quartiers entre 2007 et 2014 (Hors ETI)

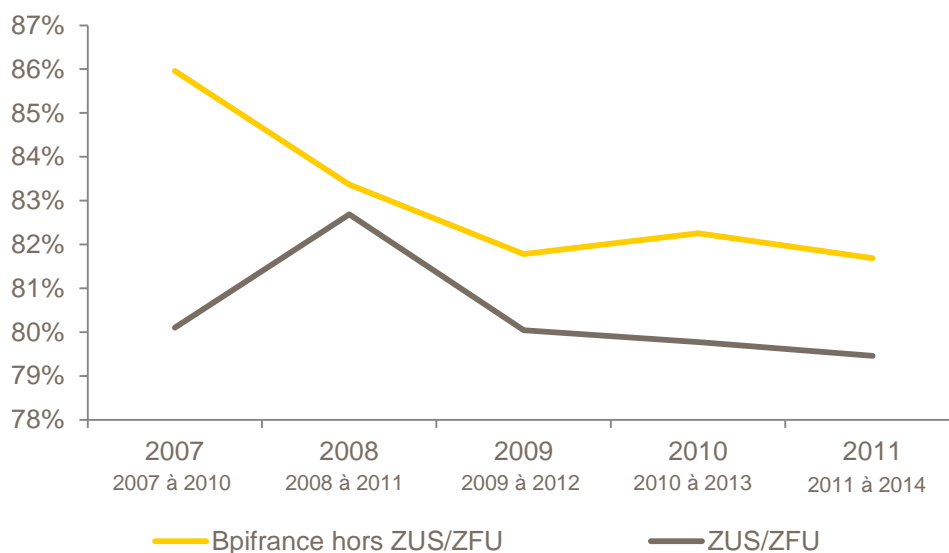


Répartition des interventions en ZUS-ZFU par grands dispositifs en nombre de PME (gauche) et TPE (droite) soutenues entre 2007 et 2014, en comparaison avec l'activité au niveau national



Note de lecture : la somme des barres grises (jaunes) fait 100%

Evolution du taux de survie à 3 ans des entreprises soutenues en Trésorerie (tous dispositifs confondus)





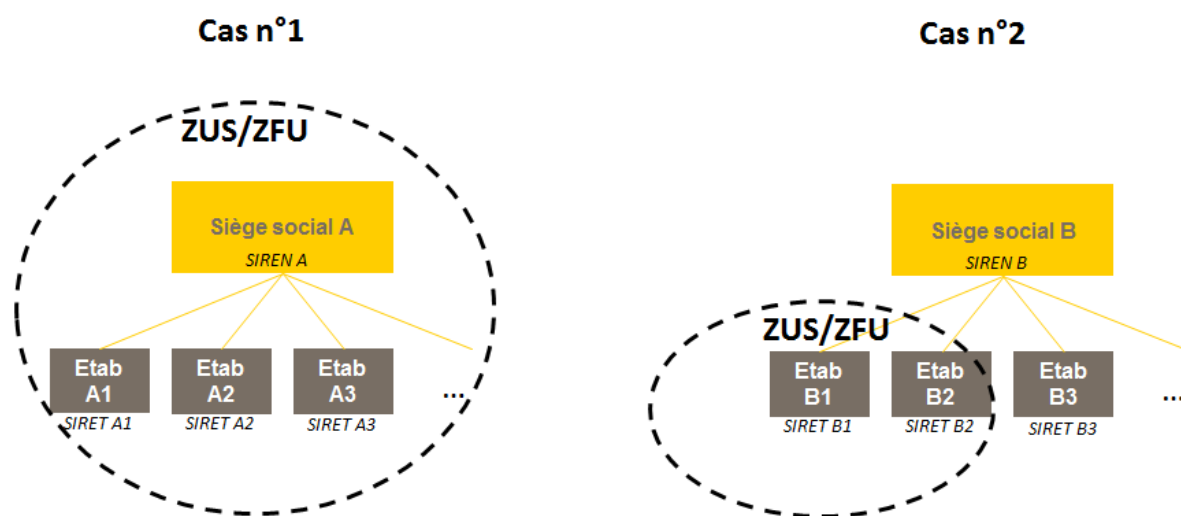
Méthodologie

L'évaluation de l'action de Bpifrance dans les zones urbaines sensibles a été réalisée en croisant la base de données interne des interventions entre 2007 et 2014 avec le stock d'entreprises présentes en ZUS/ZFU entre le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} janvier 2013.

Cette vision de l'action de Bpifrance dans ces territoires n'est donc pas totalement exhaustive étant donné l'impossibilité d'identifier les entreprises nouvellement créées en ZUS/ZFU en 2013 et 2014, non présentes dans le listing du CGET et potentiellement financées par Bpifrance à travers notamment ses dispositifs de soutien à la création d'entreprises (PCE, garantie classique). L'action de Bpifrance est donc minimisée dans ces résultats, surtout en nombre d'entreprises soutenues.

L'identification des bénéficiaires d'un soutien en financement se faisant au niveau de l'unité légale (caractérisée par un numéro SIREN), deux grands cas de figure apparaissent :

- **Cas n°1** : le siège social de l'entreprise est implantée en ZUS/ZFU : le bénéfice du soutien Bpifrance au niveau de la ZUS/ZFU est donc avéré ;
- **Cas n°2** : le siège social de l'entreprise est implanté hors de la ZUS/ZFU mais l'entreprise possède des établissements implantés en ZUS/ZFU : le bénéfice du soutien Bpifrance au niveau de la ZUS/ZFU est donc potentiel ;



Dans cette analyse ne sont pas comptabilisées les entreprises signalées dans le cas de figure n°2 (entreprises dotées d'établissements en ZUS/ZFU mais dont le siège social ayant reçu un soutien de Bpifrance n'est pas en ZUS/ZFU) dans la mesure où le soutien de Bpifrance dans la ZUS/ZFU n'est identifié que de manière très indirecte. Cela représente environ 2 380 entreprises, généralement de grande taille (grande PME, ETI,...).